

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTÈRE DU BUDGET

Document n° 3

**RAPPORT D'EXECUTION DE LA LOI
DE FINANCES A FIN JUIN 2018**

Kinshasa, octobre 2018

SOMMAIRE

SOMMAIRE	i
LISTE DES ACRONYMES	ii
LISTE DES TABLEAUX	iii
INTRODUCTION	1
I. CONTEXTE D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2018 A FIN JUIN	2
II. EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2018 A FIN JUIN	3
2.1 RESSOURCES BUDGETAIRES MOBILISEES	3
Source : DPSB	4
2.1.1 Recettes du budget général.	4
2.1.1.1 Recettes internes	5
2.1.1.2 Ressources extérieures	11
2.1.2 Recettes des budgets annexes	13
2.1.3 Recettes des comptes spéciaux	13
2.2 EXECUTION DES DEPENSES	16
2.2.1. Budget général	16
2.2.1.1 Dépenses du budget général par grande nature	16
2.2.2. Budgets annexes	22
2.2.3. Comptes spéciaux	23
2.3 Analyse du solde budgétaire à fin juin 2018	23
III. CONCLUSION ET RECOMMANDATION	25

LISTE DES ACRONYMES

BAD	: Banque Africaine de Développement
BPO	: Budget Pour Ordre
CENI	: Commission Electorale Nationale Indépendante
COFED	: Cellule d'appui à l'ordonnateur national du fonds européen de développement
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations
DPSB	: Direction de la Préparation et du Suivi du Budget
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FC	: Franc Congolais
FONER	: Fonds National d'Entretien Routier
IPR	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations
PGAI	: Plateforme de Gestion de l'Aide de l'Investissement
PIB	: Produit Intérieur Brut
PPTTE	: Pays Pauvres Très Endettés
RDC	: République Démocratique du Congo
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	Agrégats et indicateurs macroéconomiques 2017-2018
Tableau 2	Réalisation des recettes globales à fin juin 2018
Tableau 3	Recettes des douanes et accises réalisées à fin juin 2018
Tableau 4	Recettes des impôts réalisées à fin juin 2018
Tableau 5	Recettes encadrées par la DGRAD
Tableau 6	Recettes des pétroliers producteurs à fin juin 2018
Tableau 7	Décaissements des ressources extérieures à fin juin 2018
Tableau 8	Recettes des Budgets annexes à fin juin 2018
Tableau 9	Recettes des Comptes spéciaux à fin juin 2018
Tableau 10	Exécution des dépenses par grande nature à fin juin 2018
Tableau 11	Exécution de dépenses de la dette publique à fin juin 2018
Tableau 12	Exécution de dépenses des biens, matériels et prestations à fin juin 2018
Tableau 13	Transferts et subventions à fin juin 2018
Tableau 14	Dépenses d'investissements à fin juin 2018
Tableau 15	Dépenses exceptionnelles sur ressources propres à fin juin 2018
Tableau 16	Dépenses des Budgets Annexes à fin juin 2018
Tableau 17	Exécution des dépenses des comptes spéciaux à fin juin 2018

INTRODUCTION

Le rapport d'exécution du budget au premier semestre 2018 figure parmi les documents qui accompagnent le projet de loi de finances de l'année 2019 au Parlement et ce, en application de l'article 79 de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux Finances Publiques (LOFIP).

Le présent rapport retrace le niveau d'exécution des recettes et des dépenses publiques à fin juin 2018. Il joue un rôle important dans l'évaluation de la mise en œuvre des politiques publiques et des mesures alignées au budget de l'année 2018, laquelle sert de base à la projection budgétaire de l'année 2019. Il est publié chaque année sur le site internet du Ministère du Budget (www.budget.gouv.cd), dans le cadre de la transparence des finances publiques.

Il se fonde sur le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) et les données à fin juin 2018 communiquées par les Administrations Financières, la PGAI et la COFED. Il se fonde également sur les statistiques des Budgets Annexes et des Comptes Spéciaux.

Il intègre les différentes recommandations formulées par les partenaires techniques et financiers du Gouvernement, notamment dans le cadre de différentes évaluations de la transparence et de la performance des finances publiques. C'est le cas de la recommandation de l'Indice du Budget Ouvert (IBO) relative à la comparaison de deux périodes correspondantes, en l'occurrence, les premiers semestres des années 2017 et 2018.

Outre l'introduction et la conclusion, ce rapport s'articule autour des trois points ci-après :

- Contexte d'exécution de la Loi de finances 2018 à fin juin ;
- Exécution de la Loi de finances 2018 à fin juin et l'analyse du solde budgétaire;
- Conclusion et recommandation.

I. CONTEXTE D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2018 A FIN JUIN

L'exécution de la loi de finances au cours du premier semestre 2018 a été caractérisée notamment par :

- la stabilité du cadre macroéconomique ;
- la bonne tenue des cours de principales matières premières d'exportation ;
- la promulgation de la Loi n° 18/001 du 09 mars 2018 modifiant et complétant la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier ;
- la signature du Décret n° 18/024 du 08 juin 2018 modifiant et complétant le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier ;
- la signature de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central ;
- la poursuite des opérations du processus électoral ;
- la résurgence de l'épidémie à virus Ebola et du choléra ;
- la persistance des foyers de tension dans certaines contrées, notamment dans l'ex Kasai et l'ex Katanga ainsi que la résurgence des groupes armés au Nord et Sud-Kivu.

Au cours du premier semestre 2018, les principaux indicateurs et agrégats macroéconomiques ont évolué de la manière ci-après :

Tableau n°1 : Agrégats et indicateurs macroéconomiques 2017-2018

Agrégats et indicateurs macroéconomiques 2017-2018	2017		2018	
	Voté	Réalisé	Voté	Réalisé à fin juin
Taux de croissance (en %)	3,5%	3,7%	4,4%	4,2%*
Déflateur PIB	4,2	4,9	6,7	6,5
Taux d'inflation moyen (en %)	12,5%	39,2%	30,4%	34,2%
Taux d'inflation fin période (en %)	17,9%	54,7%	28,5%	13,6%*
Taux change moyen (FC/USD)	1 452,3	1 465,9	1 813,4	1.648,6
Taux change fin période (FC/USD)	1 688,9	1 592,2	1 934,0	1.705,3*
PIB nominal en milliards FC	47 431,9	55 675,3	79 735,1	82.511,9*
Pression fiscale (en %)	3,5%	3,7%	4,4%	8,5

(*): Estimation.

Source : **Note de cadrage macroéconomique, CPCM, 2018**

II. EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2018 A FIN JUIN

Ce point décrit la situation des recettes réalisées et des dépenses exécutées à fin juin 2018 au niveau du pouvoir central, ainsi que le solde qui en découle.

2.1 RESSOURCES BUDGETAIRES MOBILISEES

A fin juin 2018, les recettes publiques ont été réalisées à concurrence de **4.219,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **5.176,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **81,5%**. Ce niveau de réalisation, comparé à celui de la période correspondante de 2017, dégage un taux d'accroissement de **66,4%** par rapport à leur niveau de réalisation au premier semestre 2017.

Ces recettes sont ventilées comme suit :

- **3.907,9 milliards de FC** au titre du budget général, contre une prévision linéaire de **4.463,9 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **87,5%**. Ce niveau de réalisation, comparé à celui de 2017 au 30 juin, dégage un taux d'accroissement de **64,9%**.
- **56,3 milliards de FC** pour les budgets annexes, contre une prévision linéaire de **458,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **12,3%**. Comparées à leur niveau de 2017, les recettes des Budgets annexes renseignent un taux d'accroissement de **109,5%** ;
- **255,4 milliards de FC** au titre des comptes spéciaux, contre une prévision linéaire de **254,0 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **100,5%**. Par rapport à leur niveau de 2017, les recettes des Comptes spéciaux indiquent un taux d'accroissement de **83,9%**.

Le tableau 2 ci-après indique le niveau de réalisation des recettes globales à fin juin 2018.

Tableau 2 : Réalisation des recettes globales à fin juin 2018

N°	RUBRIQUES	LOI DE FINANCES 2017	LOI DE FINANCES 2018					
		Réalisation au 30 juin	VOTE	Struct. (%)	Prévisions linéaires au 30 juin	Réalisation au 30 juin	Taux réal.	Taux accr.
I.	BUDGET GENERAL	2 369 696 814 956	8 927 875 827 540	86,2	4 463 937 913 770	3 907 967 255 637	87,5	64,9
I.1.	RECETTES INTERNES	1 907 036 000 000	6 678 167 782 995	64,5	3 339 083 891 498	3 634 335 000 000	108,8	90,6
I.1.1.	RECETTES COURANTES	1 907 036 000 000	6 603 167 782 995	63,8	3 301 583 891 498	3 634 335 000 000	110,1	90,6
I.1.1.1	Recettes des Douanes et Accises	615 575 999 997	2 550 320 027 400	24,6	1 275 160 013 700	836 754 000 000	65,6	35,9
I.1.1.2	Recettes des Impôts	849 897 999 999	2 700 881 026 119	26,1	1 350 440 513 060	1 982 929 000 000	146,8	133,3
I.1.1.4	Recettes non Fiscales	351 056 000 000	1 079 289 211 978	10,4	539 644 605 989	720 551 000 000	133,5	105,3
1°	DGRAD	339 122 000 000	1 079 289 211 978	10,4	539 644 605 989	719 034 000 000	133,2	112,0
2°	AUTRES	11 934 000 000		0,0		1 517 000 000		-87,3
a.	Bonus sur contrat chinois _ Pas de porte minier			0,0				
b.	Autres recettes					1 517 000 000		
I.1.1.5	Recettes des Pétroliers Producteurs	90 506 000 000	272 677 517 498	2,6	136 338 758 749	94 101 000 000	69,0	4,0
1°	DGI	19 446 614 076	109 071 007 072	1,1	54 535 503 536	50 612 000 000	92,8	160,3
2°	DGRAD	71 059 385 924	163 606 510 426	1,6	81 803 255 213	43 489 000 000	53,2	-38,8
I.1.2	RECETTES EXCEPTIONNELLES		75 000 000 000	0,7	37 500 000 000	0	0,0	
I.1.2.1	Dons et legs intérieurs courants			0,0				
I.1.2.2	Dons et legs intérieurs projets			0,0				
I.1.2.3	Remboursement de prêts et avances			0,0				
I.1.2.4	Produits des emprunts intérieurs		75 000 000 000	0,7	37 500 000 000	0	0,0	
I.2.	RECETTES EXTERIEURES	462 660 814 956	2 249 708 044 544	21,7	1 124 854 022 272	273 632 255 637	24,3	-40,9
I.2.1.	RECETTES D'APPUI BUDGETAIRES	29 721 000 000	733 901 300 000	7,1	366 950 650 000	0	0,0	-100,0
I.2.1.1	Emprunt Programme		0		0	0		
I.2.1.2	Dons Budgétaires		725 360 000 000	7,0	362 680 000 000	0	0,0	
I.2.1.3	Ressources PPTÉ	29 721 000 000	8 541 300 000	0,1	4 270 650 000	0	0,0	-100,0
a.	Ressources PPTÉ (C2D)	29 721 000 000	8 541 300 000	0,1	4 270 650 000	0	0,0	-100,0
b.	Ressources Allègements IADM		0	0,0	0	0		
I.2.2.	Recettes de Financement des Investissements	432 939 814 956	1 515 806 744 544	14,6	757 903 372 272	273 632 255 637	36,1	-36,8
I.2.2.1	Dons Projets	432 939 814 957	1 372 527 132 678	13,3	686 263 566 339	250 662 577 956	36,5	-42,1
I.2.2.2	Emprunts Projets		143 279 611 866	1,4	71 639 805 933	22 969 677 682	32,1	
a)	Bilatéraux et Multilatéraux		143 279 611 866	1,4	71 639 805 933	22 969 677 682	32,1	
b)	Emprunts obligataires			0,0				
c)	Consortium HUAWEI- Exim Bank Argisol			0,0				
d)	Partenariat financier / Exim Bank _ AfreximBank			0,0				
II.	BUDGETS ANNEXES	26 875 028 406	917 172 743 761	8,9	458 586 371 881	56 300 000 000	12,3	109,5
III.	COMPTES SPECIAUX	138 872 471 569	508 085 122 448	4,9	254 042 561 224	255 424 975 480	100,5	83,9
	TOTAL RECETTES / FC	2 535 444 314 931	10 353 133 693 749	100,0	5 176 566 846 874	4 219 692 231 117	81,5	66,4

Source : Canevas des recettes, DPSB 2018.

2.1.1 Recettes du budget général.

Les recettes réalisées au titre du budget général à fin juin 2018 s'élèvent à **3.907,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **4.463,9 milliards de FC** soit un taux de réalisation de **87,5%**.

Les réalisations des recettes du budget général sont constituées des recettes internes de l'ordre de **3.634,3 milliards de FC** et des recettes extérieures de **273,6 milliards de FC**.

2.1.1.1 Recettes internes

Les recettes internes mobilisées au cours du premier semestre 2018 portent essentiellement sur les recettes courantes. Elles affichent un taux de réalisation de **108,8%**, soit **3.634,3 milliards de FC**, contre **3.339,1 milliards de FC** représentant les assignations de la période.

Elles se composent des recettes des douanes et accises, des impôts, des recettes non fiscales et celles des pétroliers producteurs.

a) Recettes des douanes et accises

Les recettes des douanes et accises mobilisées au premier semestre 2018 se chiffrent à **836,8 milliards de FC**. Comparées aux prévisions de la période de l'ordre de **1.275,2 milliards de FC**, elles enregistrent un taux de réalisation de **65,6%**. Ce niveau de réalisation, comparé à celui de 2017 au 30 juin, dégage un taux d'accroissement de **35,9%**.

Ces réalisations sont présentées par nature dans le tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3 : Recettes des douanes et accises réalisées à fin juin 2018

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2017	LOI DE FINANCES 2018					
		Réalisations à fin juin	Voté	Prévisions linéaires à fin juin	Réalisations à fin juin	Struct %	Tx réel	Tx accr.
I.	Impôts généraux sur les biens et services	233 977 000 000	1 216 351 076 802	608 175 538 401	335 718 000 000	40,1	55,2	43,5
II.	Droits d'accises	159 973 063 937	478 187 038 202	239 093 519 101	228 948 997 278	27,4	95,8	43,1
III.	Droits de douane et autres droits à l'importation	217 759 488 399	842 249 433 555	421 124 716 778	267 129 825 052	31,9	63,4	22,7
IV.	Taxes à l'exportation	3 226 628 939	10 151 783 881	5 075 891 941	4 275 891 655	0,5	84,2	32,5
V.	Amendes et Pénalités	639 818 722	3 380 694 960	1 690 347 480	681 286 016	0,1	40,3	6,5
TOTAL DGDA		615 575 999 997	2 550 320 027 400	1 275 160 013 700	836 754 000 000	100,0	65,6	35,9

Source : Canevas des recettes, DPSB 2018

Les recettes des douanes et accises réalisées à cette période proviennent des impôts généraux sur les biens et services (**40,1%**), des droits de douanes et autres droits à l'importation (**31,9%**), des droits d'accises (**27,4%**), des taxes à l'exportation ainsi que des amendes et pénalités (**0,6%**).

La réalisation de ces recettes s'est heurtée à de nombreuses difficultés, notamment :

- ✓ la non renonciation par l'Etat de la prise en charge de la fiscalité pétrolière ;
- ✓ la non perception du montant du stock de sécurité émergeant dans la structure des prix des produits pétroliers comme droits d'accises ;
- ✓ l'accroissement du volume des exonérations dont le tonnage est passé de **389.090 tonnes** au premier semestre 2017 à **512.524 tonnes** au même semestre de l'année 2018 ;
- ✓ l'insécurité récurrente et le mauvais état de routes à l'Est du pays ;
- ✓ la porosité des frontières à la base de la fraude douanière ;
- ✓ l'immixtion dans les opérations de dédouanement des services non habilités à prester aux frontières.

b) Recettes des impôts

Les recettes des impôts collectées à fin juin 2018 se chiffrent à **1.982,9 milliards de FC**. Par rapport aux prévisions linéaires de **1.350,4 milliards de FC**, elles représentent un taux de réalisation de **146,8%**. Par rapport à leur niveau de 2017, ces réalisations dégagent un taux d'accroissement de **133,3%**.

Les réalisations de ces recettes sont présentées par nature d'impôts dans le tableau n°4.

Tableau 4 : Recettes des impôts réalisées à fin juin 2018

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2017		LOI DE FINANCES 2018				
		REALISATIONS FIN JUIN	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES A FIN JUIN	REALISATIONS FIN JUIN	Struct %	TAUX REAL.	TAUX ACCR.
I	Impôts sur les rémunérations	333 562 765 853	851 533 602 134,00	425 766 801 067,00	464 042 472 404,17	23,4	109,0	39,1
II.	Impôts sur les bénéfices et profits et sur les revenus des capitaux immobiliers	201 351 644 758	928 270 932 955,00	464 135 466 477,50	1 037 110 419 225,02	52,3	223,4	415,1
III.	Impôts et Taxes sur les biens et services	308 634 118 010	880 721 978 856,00	440 360 989 428,00	448 637 239 198,33	22,6	101,9	45,4
IV.	Autres recettes	6 349 471 378	40 354 512 174,00	20 177 256 087,00	33 138 869 172,48	1,7	164,2	421,9
TOTAL DGI HORS PETROLIERS		849 897 999 999	2 700 881 026 119	1 350 440 513 059	1 982 929 000 000	100,0	146,8	133,3

Source : *Canevas des recettes, DPSB 2018*

Les recettes des impôts réalisées sont constituées de :

- impôts professionnels sur les rémunérations (**23,4%**) ;
- impôts et taxes sur les biens et services (**22,6%**) ;
- impôts sur les bénéfices et profits et sur les revenus des capitaux mobiliers (**52,3%**) ;
- autres recettes (**1,7%**).

La performance observée est due aux facteurs ci-après :

- ✓ la retenue à la source de l'IPR des agents et cadres des administrations financières ;
- ✓ la poursuite de la hausse des cours dans le secteur des mines, principalement du cuivre et du cobalt ;
- ✓ le paiement des avances exceptionnelles par la société MUTANDA MINING chiffrées à **459.600.576.988,43 FC** ;
- ✓ le paiement des acomptes provisionnels par les sociétés TENKE FUNGURUME MINING de l'ordre de **27.200.000.000 FC** et de **14.000.000 dollars US** ainsi que par la société MINING KINSEVERE d'un import de **4.125.450,54 dollars US** ;
- ✓ la retenue à la source de la TVA par les entreprises minières pour le compte des entreprises et établissements publics, évaluée à **43.913.202.608,10 FC** ;
- ✓ le suivi du recouvrement du solde débiteur ;

- ✓ la titrisation et la compensation des avances faites à l'Etat par la GECAMINES.

Toutefois, cette performance aurait été plus significative n'eussent été les difficultés rencontrées ci-après:

- ✓ la faible culture fiscale des entreprises de petite taille;
- ✓ La conversion des créances des pétroliers distributeurs sur l'Etat en crédit d'impôts.

c) Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales réalisées à fin juin 2018 se situent à **720,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **539,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **133,5%**. Elles comprennent les recettes encadrées par la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et des Participations (DGRAD), hors pétroliers producteurs, et autres recettes.

En ce qui concerne celles encadrées par la DGRAD, elles ont été réalisées à hauteur de **719,0 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **539,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **133,2%**. Comparées à leur niveau du premier semestre 2017, Ces recettes indiquent un taux d'accroissement de **112,0%**.

Elles sont présentées par nature et par service d'assiette dans le tableau 5.

Tableau 5 : Recettes encadrées par la DGRAD (hors pétroliers producteurs) à fin juin 2018

CODE	SERVICE D'ASSIETTE	LOI DE FINANCES 2017	LOI DE FINANCES 2018					
		Réalisations fin juin	Voté	Prévisions Linéaires à fin juin	Réalisations fin juin	Struct%	Tx réel	Tx accr.
I.	RECETTES ADMINISTRATIVES	146 518 574 035	493 800 427 441	246 900 213 721	274 005 331 155	38,1	111,0	87,0
22	AFFAIRES ETRANGERES	5 530 613 470	14 950 000 000	7 475 000 000	10 543 847 908	1,5	141,1	90,6
25 a	INTÉRIEUR ET SECURITE	96 196 207	499 887 551	249 943 775	318 624 254	0,0	127,5	231,2
25 b	INTÉRIEUR / RELATION AVEC LES PARTIS POLITIQUES	299 648 342	6 332 623 750	3 166 311 875	204 363 466	0,0	6,5	-31,8
29	ÉCONOMIE NATIONALE	372 258 072	10 046 832 885	5 023 416 443	409 879 441	0,1	8,2	10,1
30	FINANCES	1 850 507 907	1 850 507 907	925 253 953	89 011 139	0,0	9,6	-95,2
31	BUDGET	5 579 997	1 000 000 000	500 000 000	25 279 800	0,0	5,1	353,0
32	PLAN	29 548 370	75 795 291	37 897 646	37 783 926	0,0	99,7	27,9
37	SANTE	7 914 022 185	18 261 413 792	9 130 706 896	8 937 744 553	1,2	97,9	12,9
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE (ESU)	84 702 218	1 571 232 620	785 616 310	115 743 166	0,0	14,7	36,6
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	2 992 584	10 401 525	5 200 763	4 598 260	0,0	88,4	53,7
42	TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES	360 668 894	812 253 394	406 126 697	164 070 388	0,0	40,4	-54,5
44	AGRICULTURE, PÊCHE ET ÉLEVAGE	4 069 827 419	10 598 253 199	5 299 126 600	4 520 442 348	0,6	85,3	11,1
46	INDUSTRIE	2 348 365 716	6 554 786 027	3 277 393 014	3 343 025 847	0,5	102,0	42,4
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	11 896 249 951	36 863 430 950	18 431 715 475	11 683 426 006	1,6	63,4	-1,8
50	ÉNERGIE	407 957 163	4 208 364 319	2 104 182 160	1 016 388 693	0,1	48,3	149,1
51	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	3 635 009 626	33 658 981 311	16 829 490 656	4 138 308 558	0,6	24,6	13,8
52	AUTORITÉ DE RÉGULATION DES PTT	48 596 113 666	77 083 721 411	38 541 860 706	60 398 062 424	8,4	156,7	24,3
52	POSTES, TÉLÉPHONES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	42 497 140 514	125 167 479 999	62 583 740 000	140 104 714 581	19,5	223,9	229,7
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	63 943 044	1 754 523 030	877 261 515	123 078 352	0,0	14,0	92,5
57	TOURISME	1 977 485 083	83 352 900 787	41 676 450 393	4 975 999 030	0,7	11,9	151,6
58	CULTURE ET ARTS	207 239 846	556 745 550	278 372 775	246 025 315	0,0	88,4	18,7
60	JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	651 032 367	2 366 078 184	1 183 039 092	934 825 497	0,1	79,0	43,6
62	EMPLOI ET TRAVAIL	5 915 530 036	29 340 173 297	14 670 086 649	12 117 161 429	1,7	82,6	104,8
63	PRÉVOYANCE SOCIALE	0	11 067 497 100	5 533 748 550	0	0,0	0,0	
64	AFFAIRES SOCIALES	0	0	0	80 930	0,0		
86	DIRECTION GÉNÉRALE DES MIGRATIONS (DGM)	7 705 941 358	15 816 543 562	7 908 271 781	9 552 845 845	1,3	120,8	24,0
II.	RECETTES JUDICIAIRES	11 510 186 743	47 152 524 697	23 576 262 349	108 029 986 447	15,0	458,2	838,6
34	JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX	415 032 307	1 427 352 249	713 676 125	285 168 083	0,0	40,0	-31,3
85	POLICE NATIONALE	9 609 586 117	39 517 229 740	19 758 614 870	12 371 481 868	1,7	62,6	28,7
87	COURS, TRIBUNAUX ET PARQUETS	1 485 568 319	6 207 942 708	3 103 971 354	95 373 336 497	13,3	3 072,6	6320,0
III.	RECETTES DOMANIALES	157 841 030 316	526 089 940 342	262 638 179 420	334 023 794 676	46,5	127,2	111,6
27	DEFENSE		813 581 503	0	0	0,0		
43	URBANISME ET GESTION IMMOBILIÈRE	1 341 056 343	4 404 150 807	2 202 075 403	1 528 833 614	0,2	69,4	14,0
48	MINES	128 298 785 841	431 313 891 265	215 656 945 632	269 468 468 043	37,5	125,0	110,0
49	HYDROCARBURE	6 797 053 528	24 393 076 170	12 196 538 085	9 573 178 397	1,3	78,5	40,8
55	AFFAIRES FONCIÈRES	9 287 324 049	33 478 193 700	16 739 096 850	17 821 268 079	2,5	106,5	91,9

CODE	SERVICE D'ASSIETTE	LOI DE FINANCES 2017	LOI DE FINANCES 2018					
		Réalisations fin juin	Voté	Prévisions Linéaires à fin juin	Réalisations fin juin	Struct%	Tx réel	Tx accr.
56	ENVIRONNEMENT	12 116 810 555	31 687 046 898	15 843 523 449	35 632 046 544	5,0	224,9	194,1
IV.	RECETTES DE PARTICIPATIONS	23 252 208 906	12 246 319 498	6 123 159 749	2 974 887 721	0,4	48,6	-87,2
74	PORTEFEUILLE	5 323 808 502	12 246 319 498	6 123 159 749	2 974 887 721	0,4	48,6	-44,1
	PART DES PROVINCES	17 928 400 404						-100,0
	TOTAL RECETTES DGRAD	339 122 000 000	1 079 289 211 978	539 644 605 989	719 034 000 000	100,0	133,2	112,0

Source : *Canevas des recettes, DPSB 2018*

Les recettes de la DGRAD sont constituées des recettes administratives (**38,1%**), des recettes judiciaires (**15,0%**), des recettes domaniales (**46,5%**) et des recettes de participations (**0,4%**).

L'essentiel de ces recettes provient des services générateurs ci-après :

- ✓ Mines : **37,5%** ;
- ✓ PT-NTIC : **19,5%** ;
- ✓ Cours et Tribunaux : **13,3%** ;
- ✓ Autorité de régulation des PTT : **8,4%** ;
- ✓ Environnement : **5,0%**.

Les principaux facteurs, ci-après, ont été à la base de la performance enregistrée au cours du premier semestre 2018:

- la vente des Licences d'exploitation 4G (Orange, VODACOM et AFRICELL), pour un montant total de **68.152.248.500,00 FC** ;
- le paiement du montant de **16.614.328.100,00 FC**, au titre de pas de porte par l'exploitant minier SHIMING MINING ;
- le paiement des droits proportionnels sur l'augmentation du capital social de la société KCC, soit **89.200.442.335,32 FC** ;
- l'impact de certaines mesures des recettes non fiscales intégrées dans la Loi de Finances 2018 ainsi que des paramètres du cadrage macroéconomique ;
- les effets de l'application des arrêtés interministériels ayant corrigé les écarts résultant de la fluctuation du taux de change ;
- l'effort de service.

d) Recettes des pétroliers producteurs

A fin juin 2018, les pétroliers producteurs ont alimenté le trésor public à hauteur de **94,1 milliards de FC** contre une prévision de la période de **136,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **69,0%**.

Comparées à leur niveau de réalisations de 2017, Ces recettes affichent un taux d'accroissement de **4,0%**.

Les réalisations des recettes des pétroliers producteurs sont présentées par Administration Financière dans le tableau 6.

Tableau 6 : Recettes des pétroliers producteurs à fin juin 2018

N°	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES 2017	LOI DE FINANCES 2018					
		REALISATIONS FIN JUIN	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES A FIN JUIN	REALISATIONS FIN JUIN	Struct (En %)	TAUX REAL.	TAUX Accr.
	Pétroliers producteurs	90 506 000 000	272 677 517 498	136 338 758 749	94 101 000 000	100	69,0	4,0
I.	DGI	19 446 614 076	109 071 007 072	54 535 503 536	50 612 000 000	53,8	92,8	160,3
II.	DGRAD	71 059 385 924	163 606 510 426	81 803 255 213	43 489 000 000	46,2	53,2	-38,8

Source : **Canevas des recettes, DPSB 2018**

Ces réalisations comprennent les quotes-parts de la Direction Générale des Impôts et de la DGRAD représentant respectivement **53,8%** et **46,2%**.

La quote-part relevant de la DGRAD est répartie comme suit :

- la marge distribuable : **23,8 milliards de FC** ;
- les royalties : **6,8 milliards de FC** ;
- le dividende on shore : **5,8 milliards de FC** ;
- la participation offshore : **7,0 milliards de FC**.

2.1.1.2 Ressources extérieures

Le niveau des décaissements observé à fin juin 2018 au titre des ressources extérieures se chiffre à **273,6 milliards de FC** contre une prévision de la période de **1.124,9 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **24,3%**. Par rapport à leur niveau de décaissements de 2017, ces recettes accusent un taux de régression de **40,9%**.

Les décaissements des ressources extérieures sont repris dans le tableau 7.

Tableau 7 : Décaissements des ressources extérieures à fin juin 2018

N°	Natures / Bailleurs	Loi de Finances 2017	Loi de Finances 2018					
		Réalisations Fin Juin 2017	Voté	Prévision linéaire	Réalisations Fin Juin 2018	Struct. %	Tx Réal.	Tx Accr.
I.2	RESSOURCES EXTERIEURES	462 660 814 956	2 249 708 044 544	1 124 854 022 272	273 632 255 637	100,0	24,3	-40,9
I.2.1.	RECETTES D'APPUI BUDGETAIRES	29 721 000 000	733 901 300 000	366 950 650 000	-	-	-	
I.2.1.1.	DONS BUDGÉTAIRES		725 360 000 000	362 680 000 000	-	-	-	
a.	BAD		725 360 000 000	362 680 000 000		-	-	
I.2.1.2.	RESSOURCES PPTE	29 721 000 000	8 541 300 000	4 270 650 000	-	-	-	
a.	AFD / C2D	29 721 000 000	8 541 300 000	4 270 650 000		-	-	-100,0
I.2.2.	RECETTES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	432 939 814 956	1 515 806 744 544	757 903 372 272	273 632 255 637	100,0	36,1	-36,8
I.2.2.1.	DONS PROJETS	432 939 814 956	1 372 527 132 678	686 263 566 339	250 662 577 956	91,6	36,5	-42,1
a.	Banque Africaine de Développement (BAD)	74 229 940 123	389 880 545 925	194 940 272 963	33 487 533 185	12,2	17,2	-54,9
b.	Banque Mondiale (B.M)	239 764 106 329	884 072 905 091	442 036 452 546	191 059 573 289	69,8	43,2	-20,3
c.	Organisation des Nations Unies (PNUD)		1 692 098 047	846 049 024	-	-	-	0,0
d.	Union Européenne	75 640 808 017	3 599 643 490	1 799 821 745	12 531 297 655	4,6	696,3	-83,4
e.	Belgique		4 866 083 363	2 433 041 682		-	-	0,0
f.	Royaume – Uni	5 734 126 917	77 762 771 579	38 881 385 790	13 584 173 827	5,0	34,9	136,9
g.	Suisse Alliance RSS		997 370 000	498 685 000		-	-	0,0
h.	Chine		3 308 815 183	1 654 407 592		-	-	0,0
i.	Japon		6 346 900 000	3 173 450 000		-	-	0,0
	Fonds Mondial	37 570 833 571						-100,0
I.2.2.2.	EMPRUNTS PROJETS		143 279 611 866	71 639 805 933	22 969 677 682	8,4	32,1	0,0
	Banque Mondiale		143 279 611 866	71 639 805 933	22 969 677 682	8,4	32,1	0,0
	TOTAL	462 660 814 956	2 249 708 044 544	1 124 854 022 272	273 632 255 637	100	24,3	-40,9

Source : *Canevas des recettes, DPSB 2018*

A fin juin 2018, ces ressources proviennent essentiellement des recettes de financement des investissements d'un import de **273,6 milliards de FC**, soit **250,7 milliards de FC** pour les dons projets et **22,9 milliards de FC** pour l'emprunt projet.

Les dons projets sont ventilés par bailleur comme suit:

- Banque Mondiale : **191,1 milliards de FC ;**
- Banque Africaine de Développement : **33,5 milliards de FC ;**
- Royaume-Uni : **13,6 milliards de FC ;**
- Union Européenne : **12,5 milliards de FC.**

2.1.2 Recettes des budgets annexes

Les recettes des budgets annexes sont celles mobilisées par les établissements d'enseignement supérieur et universitaire et les hôpitaux généraux de référence.

A fin juin 2018, ces recettes se chiffrent à **56,3 milliards de FC** contre des prévisions linéaires de **458,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **12,3%**. Comparées à leur niveau de 2017, les recettes des Budgets annexes renseignent un taux d'accroissement de **109,5%** comme indiqué dans le tableau 8.

Tableau 8 : Recettes des Budgets annexes à fin juin 2018

N°	RUBRIQUE	LOI DE FINANCES 2017	LOI DE FINANCES 2018				
		REALISATIONS FIN JUIN	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES A FIN JUIN	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL.	TAUX Accr.
1	Recettes des Universités et Instituts Supérieurs	6 281 882 153	214 383 813 981	107 191 906 991	29 200 454 738	27,2	364,8
2	Recettes des Hôpitaux Généraux de Références	20 593 146 253	702 788 929 780	351 394 464 890	27 099 545 262	7,7	31,6
TOTAL		26 875 028 406	26 875 028 406	458 586 321 881	56 300 000 000	12,3	109,5

Source : DPSB

2.1.3 Recettes des comptes spéciaux

Les comptes spéciaux retracent les opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières en relation directe avec les dépenses concernées ou des prêts et avances consentis par l'Etat à une personne physique ou morale.

Dans le cadre du budget de l'exercice 2018, ils concernent les comptes d'affectation spéciale ci-après : Fonds National d'Entretien Routier (FONER), Fonds de Promotion de l'Education Nationale (FPEN), Fonds de Promotion Culturelle (FPC), Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI), Fonds de Contrepartie de Projets, Régie de Voies Aériennes (RVA) pour le Go-pass, Fonds Forestier National (FFN) et Cadastre Minier (CAMI).

A fin juin 2018, les recettes réalisées se situent à **255,4 milliards de FC** contre des prévisions linéaires de **254,0 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **100,5%**. Par rapport à leur niveau de 2017, les recettes des Comptes spéciaux indiquent un taux d'accroissement de **83,9%** comme repris dans le tableau 9.

Tableau 9 : Recettes des Comptes spéciaux à fin juin 2018

N°	COMPTES SPECIAUX	LOI DE FINANCES 2017	LOI DE FINANCES 2018				
		REALISATIONS 30 JUIN 2017	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES	REALISATIONS 30 JUIN 2018	Tx de Réal	Tx Accr.
1	FONER	57 910 809 568	264 373 017 225	132 186 508 613	186 829 374 368	141,3	222,6
2	Fonds de Promotion de l'Education	1 168 409 304	3 104 859 169	1 552 429 585	1 039 182 023	66,9	-11,1
3	Fonds de Promotion Culturelle	4 387 688 505	16 481 017 712	8 240 508 856	5 003 738 748	60,7	14,0
4	Fonds de Promotion de l'Industrie	59 522 699 302	159 350 052 879	79 675 026 440	30 280 628 482	38,0	-49,1
5	Fonds de Contrepartie	1 673 584 668	1 305 850 000	652 925 000		0,0	-100,0
6	RVA (Go pass)	0	44 455 074 851	22 227 537 426	20 554 511 879	92,5	
7	Fonds Forestier National	0	4 813 080 832	2 406 540 416	1 397 518 580	58,1	
8	Cadastre Minier (CAMI)	13 897 023 230	14 202 169 780	7 101 084 890	10 320 021 400	145,3	-25,7
TOTAL		138 872 471 569	508 085 122 448	254 042 561 224	255 424 975 480	100,5	83,9

Source : **Canevas des recettes, DPSB 2018**

Ces recettes concernent les comptes d'affectation spéciale ci-après :

- le Fonds National d'Entretien Routier : **186,8 milliards de FC** mobilisés contre une prévision de **132,2 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **141,3%** ;
- le Fonds de Promotion de l'Education Nationale : **1,0 milliard de FC** mobilisés contre une prévision de **1,6 milliard de FC**, soit un taux de réalisation de **66,9%** ;
- le Fonds de Promotion Culturelle : **5,0 milliards de FC** mobilisés contre une prévision de **8,2 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **60,7%** ;
- le Fonds de Promotion de l'Industrie : **30,3 milliards de FC** mobilisés contre une prévision de **79,7 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **38,0%** ;

-
- la Régie des Voies Aériennes (Go pass) : **20,6 milliards de FC** mobilisés contre une prévision de **22,2 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **92,5%** ;
 - le Fonds Forestier National : **1,4 milliards de FC** mobilisés contre une prévision de **2,4 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **58,1%** ;
 - le Cadastre Minier : **10,3 milliards de FC** mobilisés contre une prévision de **7,1 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **145,3%**.

2.2 EXECUTION DES DEPENSES

Les dépenses globales du budget exécutées à fin juin 2018 se chiffrent à **3.643,8 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **5.176,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **70,4%**. Ce montant se ventile comme suit :

- Budget général : **3.241,5 milliards de FC** ;
- Budgets annexes : **56,3 milliards de FC** ;
- Comptes spéciaux : **255,4 milliards de FC**.

2.2.1. Budget général

Les dépenses du budget général exécutées à fin juin 2018 se chiffrent à **3.332,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **4.463,9 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **74,6%**.

2.2.1.1 Dépenses du budget général par grande nature

A fin juin 2018, les dépenses publiques par rubrique ont été exécutées à hauteur de **3.332,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **4.463,9 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **74,6%**.

Tableau n°10 : Exécution des dépenses par grande nature à fin juin 2018

RUBRIQUES	VOTE	Struct/bgt (%)	Prévisions linéaires Fin Juin 2018	EXECUTIONS A FIN JUIN 2018	Tx Exec. (%)
BUDGET GENERAL	8 927 875 827 540	100,0	4 463 937 913 770	3 241 451 602 147	72,6
I. DETTE PUBLIQUE ET FRAIS FINANCIERS	539 811 968 600	6,0	269 905 984 300	198 699 000 000	73,6
<i>1.1. Dette publique</i>	<i>388 547 360 000</i>	<i>4,4</i>	<i>194 273 680 000</i>	<i>105 905 000 000</i>	<i>54,5</i>
<i>1.2. Frais financiers</i>	<i>151 264 608 600</i>	<i>1,7</i>	<i>75 632 304 300</i>	<i>92 794 000 000</i>	<i>122,7</i>
II. RÉMUNÉRATIONS	2 590 000 000 000	29,0	1 295 000 000 000	1 282 684 000 000	99,0
III. BIENS, MATÉRIELS ET PRESTATIONS (FONCT.)	1 067 430 828 318	12,0	533 715 414 159	682 551 000 000	127,9
IV. TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	1 132 688 102 589	12,7	566 344 051 295	385 238 000 000	68,0
V. DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS	2 620 408 928 033	29,4	1 310 204 464 016	347 917 602 147	26,6
VI. DÉPENSES EXCEPTIONNELLES	977 536 000 000	10,9	488 768 000 000	344 362 000 000	70,5
TOTAL	8 927 875 827 540	100,0	4 463 937 913 770	3 241 451 602 147	72,6

Source : DPSB, 2018

Ce tableau renseigne que les dépenses contraignantes ont été exécutées conformément à la programmation et ce, en dépit de contraintes des recettes. Par conséquent, les investissements ont enregistré globalement une sous-consommation.

1°. Dette publique et frais financiers

Dans le Budget 2018, le Gouvernement a prévu pour le premier semestre un montant de **198,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **269,9 milliards de FC**, pour le principal et 75,6 milliards de FC pour les frais financiers soit un taux d'exécution de **73,6%**.

Au 30 juin 2018, l'exécution de la dette au titre du principal a atteint **105,9 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **54,5%** et **92,8 milliards de FC** au titre de paiement des frais financiers, soit un taux d'exécution de **122,7%**.

Tableau n°11. : Exécution de dépenses de la dette publique à fin juin 2018

RUBRIQUES	BUDGET 2018					
	VOTE	Struct (%)	Prévisions linéaires au 30 juin 2018	Exécution au 30 juin 2018	Struct (%)	Taux exéc.
I. DETTE PUBLIQUE ET FRAIS FINANCIERS	539 811 968 600	5,2	269 905 984 300	198 699 000 000	5,6	73,6
1.1. Dette publique	388 547 360 000	3,8	194 273 680 000	105 905 000 000	3,0	54,5
1.1.1. Dette Intérieure	50 529 600 000	0,5	25 264 800 000	36 089 000 000	1,0	142,8
1.1.2. Dette Extérieure (Principal)	338 017 760 000	3,3	169 008 880 000	69 816 000 000	2,0	41,3
1.2. Frais financiers	151 264 608 600	1,5	75 632 304 300	92 794 000 000	2,6	122,7
1.2.1. Intérieurs	114 400 000 000	1,1	57 200 000 000	79 983 000 000	2,3	139,8
1.2.2. Extérieurs	36 864 608 600	0,4	18 432 304 300	12 811 000 000	0,4	69,5

Source : DPSB, juillet 2018

L'essentiel des actions ayant déclenché le déblocage de ces crédits concerne :

Ces paiements ont été effectués au titre de :

- créance vis-à-vis des clubs de Kinshasa, de Paris et des créanciers multilatéraux en ce qui concerne la dette extérieure ;
- de la dette sociale, commerciale et financière, des commissions bancaires et autres créances titrisées.

2°. Dépense des rémunérations

Les rémunérations payées à fin juin 2018 se sont chiffrées à **1.282,7 milliards de FC** sur une prévision linéaire de **1.295,0 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **99,0%** et sont réparties de la manière suivante :

- pouvoir central : **791,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **802,9 milliards de FC** ;
- province : **491,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **492,1 milliards de FC**.

Ce niveau d'exécution représente 35,3% des recettes courantes réalisées à fin juin 2018.

3°. Biens, matériels et prestations (fonctionnement)

Les dépenses de biens, matériels et prestations ont été exécutées à hauteur de **682,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **533,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **127,9%** et sont réparties comme suit :

- **Fonctionnement des institutions** : **221,2 milliards de FC** contre une prévision de **166,5 milliards de FC** ;
- **Fonctionnement des ministères** : **407,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **310,0 milliards de FC**.
- **Charges communes** : les dépenses des charges communes ont été exécutées à hauteur de **54,0 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **50,0 milliards de FC**.

Tableau n°12 : Exécution de dépenses des biens, matériels et prestations à fin juin 2018

RUBRIQUES	BUDGET 2018					
	VOTE	Struct (%)	Prévisions linéaires au 30 juin 2018	Exécution au 30 juin 2018	Struct (%)	Taux exéc.
III. BIENS, MATÉRIELS ET PRESTATIONS (FONCT.)	1 067 430 828 318	10,3	533 715 414 159	682 551 000 000	19,2	127,9
3.1. Institutions	332 930 828 318	3,2	166 465 414 159	221 201 000 000	6,2	132,9
3.2. Ministères	620 000 000 000	6,0	310 000 000 000	407 351 000 000	11,5	131,4
3.2.1. Fonctionnement des Ministères	600 000 000 000	5,8	300 000 000 000	407 351 000 000	11,5	135,8
3.2.2. Financement des réformes	20 000 000 000	0,2	10 000 000 000		0,0	0,0
3.3. Subvention aux Services Déconcentrés	14 500 000 000	0,1	7 250 000 000	0	0,0	0,0
3.4. Charges communes	100 000 000 000	1,0	50 000 000 000	53 999 000 000	1,5	108,0

Source: TOFE à fin juin 2018

Les principales actions ayant déclenché le déblocage de ces crédits concernent :

- le paiement des factures de consommation d'eau et d'électricité par les instances officielles et ayants droit en faveur respectivement de la REGIDESO et de la SNEL ;
- la prise en charge médicale des agents et cadres de l'Etat ;
- le parachèvement des travaux de réhabilitation de l'immeuble Ubangi ;
- la publication et la diffusion du nouveau Code minier ;
- les droits de diffusion du package Jeux Olympiques 2018-2020 en faveur d'Eco media TV ;
- le fonctionnement des ambassades et consulats de la République Démocratique du Congo ;
- la participation de la RDC aux rencontres sportives internationales ;
- les travaux de reddition des comptes de la Loi de Finances de l'exercice 2017 et le financement des grandes activités budgétaires (production et lancement de la circulaire contenant les instructions relatives à l'élaboration du Budget 2019, validation de la maquette des programmes budgétaires des sectoriels, missions de contrôle et de collecte des données en provinces).

4°. Transferts et subventions

Cette rubrique comprend :

- **Transfert aux provinces au titre de fonctionnement (40%) : 66,3 milliards de FC**, contre une prévision linéaire de **120,0 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **55,3%** ;
- **Subventions aux organismes auxiliaires : 10,2 milliards de FC** contre une prévision de **20,0 milliards de FC**, accusant un taux d'exécution de **50,9%** ;
- **Rétrocession aux régies financières : 184,4 milliards de FC** contre **162,2 milliards de FC** prévus, soit un taux d'exécution de **113,7%** en vue de mobiliser les recettes et de couvrir leurs frais de fonctionnement;

- **Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques : 20,9 milliards de FC** contre **126,5 milliards de FC** accusant un taux d'exécution de **16,6%** ;
- **Bourse études : 0,3 milliards de FC** contre une prévision de **1,0 milliard de FC**, soit un taux d'exécution de **33,5%** ;
- **TVA remboursable : 103,1 milliards de FC** contre **125,6 milliards de FC** accusant un taux d'exécution de **82,1%**.

Tableau n°13 : Transferts et subventions à fin juin 2018

RUBRIQUES	BUDGET 2018					
	VOTE	Struct (%)	Prévisions linéaires au 30 juin 2018	Exécution au 30 juin 2018	Struct (%)	Taux exéc.
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	1 132 688 102 589	10,9	566 344 051 295	385 238 000 000	10,8	68,0
4.1. Rétrocession aux Régies financières	324 494 775 903	3,1	162 247 387 951	184 395 000 000	5,2	113,7
4.2. Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	240 000 000 000	2,3	120 000 000 000	66 315 000 000	1,9	55,3
4.3. Interventions économiques, soc., cult. et scient.	253 000 000 000	2,4	126 500 000 000	20 952 000 000	0,6	16,6
4.4. Organismes Auxiliaires (y compris Services ex BPO)	62 000 000 000	0,6	31 000 000 000	10 188 000 000	0,3	32,9
4.4.1. Fonctionnement des Organismes Auxiliaires	40 000 000 000	0,4	20 000 000 000	10 188 000 000	0,3	50,9
4.4.2. Fonctionnement des Services ex-BPO	22 000 000 000	0,2	11 000 000 000		0,0	0,0
4.5. Bourses d'études	2 000 000 000	0,0	1 000 000 000	335 000 000	0,0	33,5
4.6. TVA remboursable	251 193 326 687	2,4	125 596 663 344	103 053 000 000	2,9	82,1

Source : TOFE à fin juin 2018

Les actions relatives à ce titre concernent essentiellement :

- la rétrocession aux administrations financières (DGDA, DGI et DGRAD) ;
- le remboursement de la TVA.

5°. Dépenses d'investissements

Le montant global des investissements à fin juin 2018 s'est chiffré à **438,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **1.310,2 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **33,5%**.

Il comprend :

- l'investissement sur ressources propres exécuté à hauteur de **188,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **588,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **32,0%** ;

- l'investissement sur ressources extérieures de l'ordre de **249,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **721,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **34,9%**.

L'investissement sur ressources propres est reparti de la manière suivante :

- **Projets du pouvoir central : 125,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **231,1 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **54,2%**.
- **Projets des provinces : 63,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **327,4 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **19,3%**.

Tableau n°14 : Dépenses d'investissements à fin juin 2018

RUBRIQUES	BUDGET 2018				
	VOTE	Prévisions linéaires au 30 juin 2018	Exécution au 30 juin 2018	Struct (%)	Taux exéc.
5.1. Investissements sur ressources propres	1 177 138 183 488	588 569 091 744	188 601 000 000	5,3	32,0
5.1.1. Projets Gouvernement central	462 257 525 802	231 128 762 901	125 273 000 000	3,5	54,2
5.1.2. Contrepartie des projets	60 000 000 000	30 000 000 000		0,0	0,0
5.1.3. Projets des Provinces	654 880 657 686	327 440 328 843	63 328 000 000	1,8	19,3
5.3. Investissements sur ressources extérieures	1 443 270 744 544	721 635 372 272	159 316 602 147	4,5	22,1
5.3.1. Projets financés sur emprunts obligataires	0	0	0	0,0	
5.3.2. Projets issus du Consortium HUAHEI-Exim Bank	0	0	0	0,0	
5.3.3. Autres bailleurs	1 443 270 744 544	721 635 372 272	159 316 602 147	4,5	22,1
TOTAL	2 620 408 928 033	1 310 204 464 016	347 917 602 147	9,8	26,6

Source : DPSB

6°. Dépenses exceptionnelles

Les dépenses exceptionnelles exécutées à fin juin 2018 concernent essentiellement celles effectuées sur ressources propres.

Elles se chiffrent à **344,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **488,8 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **70,5%**.

Ce montant a couvert les dépenses relatives :

- aux opérations électorales pour un montant de **266,6 milliards de FC** contre la prévision linéaire de **420,0 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **63,5%** ;
- aux sinistres et calamités pour **9,8 milliards de FC** contre **7,5 milliards** de prévision linéaire, soit un taux d'exécution de **130,9%** ;
- aux dépenses sécuritaires pour un montant de **67,9 milliards de FC** contre **25,0, milliards de FC** de prévisions linéaires, soit un taux d'exécution de **271,9%**.

Le tableau 15 reprend les détails de l'exécution de ces dépenses.

Tableau 15 : Dépenses exceptionnelles sur ressources propres à fin juin 2018

RUBRIQUES	BUDGET 2018				
	VOTE	Prévisions linéaires au 30 juin 2018	Exécution au 30 juin 2018	Struct (%)	Taux exéc.
6.1. Dépenses exceptionnelles sur ressources propres	905 000 000 000	452 500 000 000	344 362 000 000	9,7	76,1
6.1.1. Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI)	840 000 000 000	420 000 000 000	266 561 000 000	7,5	63,5
6.1.2. Sinistres et calamités (Réserve)	50 000 000 000	25 000 000 000	67 987 000 000	1,9	271,9
6.1.3. Sinistres et calamités (Affaires Humanitaires)	15 000 000 000	7 500 000 000	9 814 000 000	0,3	130,9
6.2. Dépenses exceptionnelles. sur ressources extérieures	72 536 000 000	36 268 000 000	0	0,0	0,0
6.2.1. Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI)	72 536 000 000	36 268 000 000	0	0,0	0,0
6.2.2. Autres	0	0	0	0,0	
TOTAL	977 536 000 000	488 768 000 000	344 362 000 000	9,7	70,5

Source : DPSB

Comme l'indique le tableau ci-dessus, les dépenses exceptionnelles sur ressources extérieures n'ont connu aucune exécution à fin juin 2018.

2.2.2. Budgets annexes

A fin juin 2018, les dépenses des budgets annexes ont été exécutées globalement à hauteur de **56,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **458,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **12,3%**.

Tableau 16 : Dépenses des Budgets Annexes à fin juin 2018

N°	LIBELLE	LOI DE FINANCES 2018			
		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	EXECUTIONS FIN JUIN	TAUX REAL.
1	Dépenses des Universités et Instituts Supérieurs	214 383 913 981	107 191 956 991	29 200 454 738	27,2
2	Dépenses des Hôpitaux Généraux de Références	702 788 929 780	351 394 464 890	27 099 545 262	7,7
TOTAL DEPENSES DES BUDGETS ANNEXES		917 172 843 761	458 586 421 881	56 300 000 000	12,3

Source : DPSB

2.2.3.Comptes spéciaux

Les dépenses des comptes spéciaux ont été exécutées globalement à hauteur de **255,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **254,0 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **100,5%**. Les détails de ces dépenses sont repris dans le tableau 17.

Tableau n°17 : Exécution des dépenses des comptes spéciaux à fin juin 2018

RUBRIQUES	BUDGET 2018				
	VOTE	Prévisions linéaires au 30 juin 2018	Exécution au 30 juin 2018	Struct (%)	Taux exéc.
COMPTES SPECIAUX	508 085 122 448	254 042 561 224	255 424 975 480	7,2	100,5
FONER	264 373 017 225	132 186 508 613	186 829 374 368	5,3	141,3
Fonds de Promotion de l'Education	3 104 859 169	1 552 429 585	1 039 182 023	0,0	66,9
Fonds de Promotion Culturelle	16 481 017 712	8 240 508 856	5 003 738 748	0,1	60,7
Fonds de Promotion de l'Industrie	159 350 052 879	79 675 026 440	30 280 628 482	0,9	38,0
Fonds de Contrepartie	1 305 850 000	652 925 000	0	0,0	0,0
RVA (Go pass)	44 455 074 851	22 227 537 426	20 554 511 879	0,6	92,5
Fonds Forestier National	4 813 080 832	2 406 540 416	1 397 518 580	0,0	58,1
Cadastre Minier (CAMI)	14 202 169 780	7 101 084 890	10 320 021 400	0,3	145,3

Source : DPSB

2.3 Analyse du solde budgétaire à fin juin 2018

Globalement, les recettes de l'Etat ont atteint **4.219,7 milliards de FC** à fin juin 2018 contre les dépenses exécutées à hauteur de **3.643,8 milliards de FC**, soit un solde budgétaire de **575,9 milliards de FC**.

En effet, les recettes du Budget général réalisées à hauteur de **3.907,9 milliards de FC** ont permis de couvrir les dépenses du budget général exécutées à hauteur de **3.332,0 milliards de FC**.

L'excédent ci-dessus s'explique par la gestion prudentielle de la dépense publique en prévision des échéances auxquelles le Gouvernement entend faire face.

III. CONCLUSION

Le bon comportement des recettes observé au cours du premier semestre 2018 est le résultat des efforts consentis dans la mise en œuvre des mesures contenues dans la Loi de finances 2018.

Néanmoins, plus d'efforts devront être consentis par les Administrations financières afin d'atteindre d'ici la fin de l'année les assignations prévues dans le cadre de la Loi de finances 2018. L'atteinte de ces assignations est indispensable en vue de garantir une meilleure exécution des politiques publiques.

Par ailleurs, il y a lieu de noter, qu'excepté l'exécution de certaines dépenses contraignantes (dette extérieure, frais financiers extérieurs, fonctionnement des ministères et institutions, rétrocession aux régies financières, rémunérations,...), d'autres rubriques budgétaires (investissements, interventions économiques, subventions aux services déconcentrés,...) ont connu des sous consommations voire nulles.

Cette situation, qui n'est pas susceptible de permettre l'atteinte des objectifs du Programme du Gouvernement, amène à renforcer la discipline budgétaire.